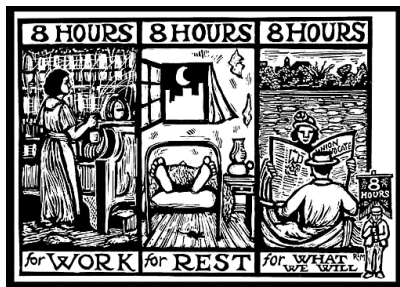


1^{ER} MAI : JOURNÉE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS

Le 1^{er} mai 1886 débute à Chicago une grève de plusieurs jours organisée par



les syndicats ouvriers afin d'obtenir la réduction du temps de travail journalier de 12 à 8 heures, impulsée principalement par un syndicalisme révolutionnaire et libertaire.

En 2021, le 1^{er} Mai est toujours le rendez-vous que se donne la classe laborieuse pour célébrer ses combats, ses victoires et construire celles de demain. Plus que jamais, la classe dominante écrase de son pouvoir, de son égoïsme et de sa morgue celles et ceux qu'elle prétend « aider », « éduquer » ou « responsabiliser », parmi tant d'autres hypocrisies.

L'épidémie de Covid-19 est un nouveau miroir de la triste réalité du monde capitaliste. D'un côté : des gouvernant·e·s incapables, occupé·e·s à

masquer leur incurie et à sauver une économie de marché incompatible avec un respect de la vie de tou·te·s ; des patron·ne·s encore un peu plus pendu·e·s aux subsides d'un État complice de leurs intérêts de classe ; des géants numériques et pharmaceutiques dont les profits explosent grâce aux confinements et aux vaccins. Sans parler de la distribution de fonds publics à la sulfateuse qui est allée directement abonder les dividendes des actionnaires, sans aucune vision stratégique : l'aérien et l'automobile ont été fortement aidés. De l'autre côté, la crise a justifié la poursuite de licenciements dans ces mêmes secteurs. Et pour ceux dont l'activité n'a pas diminué : des salarié·e·s payés au rabais assigné·e·s à leur poste de travail pour assurer les besoins « essentiels » ; des soignant·e·s déconsidérés, luttant avec des bouts de ficelle dans un hôpital public dont la ruine organisée s'est poursuivie sans trêve, avec pour résultat des mort·e·s par dizaines de milliers et des malades par millions, parmi

lesquels les plus pauvres et les plus discriminé·e·s sont surreprésenté·e·s.

LE SYNDICALISME DE CLASSE POUR CHANGER LE MONDE

La machine capitaliste s'est-elle pour autant arrêtée ? La classe dominante a-t-elle reconnu l'inanité du système qu'elle entretient et promet toujours d'« améliorer » ? Non. Il n'est question que de faire repartir l'économie au plus vite sans autre perspective que de continuer à maximiser les profits, poursuivre le sabotage méthodique de tous les services publics, casser les statuts du personnel de toutes les entités publiques ou para-publiques, faire disparaître tous les



mécanismes de solidarité nationale, supprimer toute indemnisation aux chômeurs et précaires, réduire à néant les retraites. Et pour ça, les projets destinés à imposer cette société inégalitaire s'empilent : lois liberticides pour une fausse « sécurité globale » ou de prétendus « séparatismes », renforcement de l'appareil répressif de l'État, restriction de toutes les libertés individuelles même les plus essentielles. Le changement ne viendra que du rapport de force construit par la mobilisation de tous et de toutes,

en s'organisant dans les syndicats, seul outil social et économique appartenant aux travailleuses et travailleurs.

Le communisme libertaire, projet révolutionnaire porté par la CNT, fondé sur la socialisation et l'autogestion des moyens de production, sur la répartition des richesses produites par ceux et celles qui travaillent pour celles et ceux qui en ont besoin,

est une urgence sociale, politique, économique et écologique. À tous les niveaux les décisions doivent être prises collectivement. Face à l'État et au patronat, la socialisation des entreprises, la démocratie directe et la justice sociale ne sont pas des utopies. Elles constituent un projet de société révolutionnaire dont sont porteuses nos pratiques syndicales au quotidien.



FACE AUX ATTAQUES ANTISOCIALES DU PATRONAT ET DE L'ÉTAT, LA CNT REVENDIQUE :

- * **L'autogestion des lieux de travail ;**
- * **Le retrait des lois et décrets liberticides ;**
- * **L'amnistie pénale et civile pour l'ensemble des militant·e·s condamné·e·s ;**
- * **Un accès aux indemnités chômage avec un taux de remplacement à 100% du meilleur salaire ;**
- * **L'autogestion des caisses de la Sécurité sociale, par les salarié·e·s eux et elles-mêmes, selon le modèle existant avant les ordonnances et son financement par le salaire socialisé ;**
- * **L'arrêt des exonérations de cotisations sociales patronales ;**
- * **Une augmentation significative des salaires ;**
- * **Titularisation de tous les emplois précaires (du public comme du privé)**

**UN SYNDICAT DE COMBAT, AUTOGÉRÉ,
SOLIDAIRE, SANS PERMANENT ET ANTICAPITALISTE**
SIPMCS-CNT. SYNDICAT INTERPROFESSIONNEL DE LA PRESSE, DES MÉDIAS, DE LA CULTURE
ET DU SPECTACLE - PRESSE.RP@CNT-F.ORG
TWITTER : @SIPMCS_CNT

